

Adolph Reed Jr. :

Pour une histoire politique matérialiste des Noirs américains (2019)

J'ai commencé à réfléchir à cette question lorsqu'un débat bouillonnant a pris forme après l'élection présidentielle de 2016, au sein de la gauche universitaire, et de la gauche universitaire qui se déguise en gauche politique. Elle s'est d'abord demandé comment interpréter le soutien de la «*classe ouvrière blanche*» à Donald Trump; plus précisément elle s'est demandé si le vote des Blancs pour Trump démontrait leur attachement indéfectible au racisme, au patriarcat, à l'homophobie, au nativisme, à la transphobie, etc.; ou bien si une partie de ce vote était déterminée par l'incapacité des «libéraux¹» du Parti démocrate à répondre aux préoccupations des travailleurs en matière d'insécurité économique. En effet, les démocrates ont soutenu la dynamique néolibérale qui a intensifié l'inégalité économique à l'échelle nationale et a miné l'accès aux biens publics et aux aides sociales pour les pauvres et les travailleurs en général. Les enjeux pratiques de ce débat sont liés aux leçons stratégiques que les «progressistes» devraient, en principe, tirer de la victoire de Trump en vue des élections de mi-mandat de 2018, de 2020 et au-delà.

Au début de ce débat, divers commentateurs antiracistes et agents officiels du Parti démocrate, ainsi que leur appareil de propagande (de la chaîne MSNBC au site theroot.com) tout comme de multiples listes de discussion sur Internet et pédants de gauche ont affirmé que la victoire de Trump avait révélé à quel point une fraction significative des Américains blancs appartenant à toutes les classes (à l'exception peut-être des éléments *woke*, «réveillés», de la classe managéro-professionnelle^{2*} urbaine) soutiennent avant tout, et au-delà de tout, la «*suprématie blanche*». Selon cette interprétation stratégique, les électeurs de Trump – même les quelque 7 à 9 millions d'entre eux qui avaient précédemment voté pour Bernie Sanders et au moins une fois pour Barack Obama³ – sont des réactionnaires indécrottables ; ils ne peuvent être considérés comme des alliés potentiels parce qu'ils sont profondément anti-égalitaires, et que leur soutien à Trump reflète l'anxiété liée à leur perception d'une perte de statut par rapport aux non-blancs, aux femmes, aux immigrés et autres minorités⁴. Les partisans de cette hypothèse tirent une leçon de la victoire de Trump : il n'est ni pratique, ni moral (les deux éléments sont difficiles à distinguer dans cet argument) de se concentrer sur l'augmentation des inégalités économiques et l'intensification de la redistribution vers le haut, et d'en faire la base politique des campagnes de la gauche; sur le plan stratégique, mieux vaut se concentrer sur une

¹ La signification de *liberal*, en anglais, couvre un éventail de sens qui va du gentil partisan des droits de l'homme au progressiste déterminé, voire au militant d'extrême gauche, du moins pour les républicains et l'extrême droite aux Etats-Unis, raison pour laquelle j'ai placé ce mot et le mot libéralisme entre guillemets, pour signifier son acception différente en français (*NdT*).

² Les mots suivis d'un astérisque renvoient au glossaire page 8 (*NdT*).

³ Geoffrey Skelley, «Just How Many Obama 2012—Trump 2016 Voters Were There?», *Sabato's Crystal Ball*, 1^{er} juin 2017, <http://www.centerforpolitics.org/crystalball/articles/just-how-many-obama-2012-trump-2016-voters-were-there>.

⁴ Voir, par exemple, Diana Mutz, «Status Threat, not economic hardship, explains the 2016 presidential vote», *pnas.org*, 23 avril 2018, <http://www.pnas.org/content/pnas/early/2018/04/18/1718155115.full.pdf>; Stephen L. Morgan, «Fake News : Status Threat Does Not Explain the 2016 Presidential Vote», SocArxiv, 11 mai 2018, <https://osf.io/preprints/socarxiv/7r9fj/>; et Andrew Gelmann, «Does Status Threat explain the 2016 presidential vote ?», <https://andrewgelman.com/2018/05/14/status-threat-explain-2016-presidential-vote/>.

mobilisation plus intense des groupes officiellement opprimés, principalement les non-blancs et les femmes ; il faut donc dénoncer la distribution différente des avantages et des inconvénients dans la société entre les groupes ainsi identifiés et soutenir les principes de la diversité tels qu'ils sont généralement compris dans le discours politique des milieux de centre-gauche.

Au fur et à mesure de la progression du débat, une alliance *de facto* s'est constituée entre les identitaires ostensiblement progressistes et les démocrates de Wall Street⁵. Cette alliance repose sur l'affirmation, émise par Paul Krugman et d'autres⁶, selon laquelle l'«*inégalité horizontale*» – entre des groupes raciaux et ethniques statistiquement définis – compte davantage que l'«*inégalité verticale*», entre les individus et les ménages. De manière fort instructive, cette distinction fait disparaître les classes et les inégalités de classe. Mais cette démarche est cohérente avec la trajectoire du «libéralisme» américain durant les sept décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. De plus, dans une sorte d'ultime dérive, les opposants à ce qu'ils appellent la «*priorité à la classe*» se sont mis à dénoncer toute préoccupation pour l'inégalité économique comme étant en réalité une manifestation de soutien à la suprématie blanche. Cette tendance, qui, selon Touré Reed, repose sur un «*réductionnisme racial**»⁷, est apparue et s'est répandue au sein de l'organisation des Democratic Socialists of America* (DSA), qui ont récemment connu une nouvelle popularité. De nombreuses personnes, y compris parmi celles qui se considèrent socialistes, s'opposent au choix de DSA de faire de la lutte pour une assurance santé universelle (Medicare for All) une priorité politique ; selon ces gens, il serait répréhensible de réclamer des soins de santé pour tous et qui ne soient plus réduits à de simples marchandises parce que cette revendication ne serait pas suffisamment centrée sur une orientation antiraciste et anti-disparitaire.

A mon avis, nous avons clairement un problème lorsque l'antisocialisme est défini comme du... socialisme.

Le réductionnisme racial est propulsé par une combinaison entre une intense ferveur morale et des intérêts personnels évidents. En 2018, dans des articles publiés dans *nonsite.org/.com*, *The Baffler* et la revue *Dialectical Anthropology*, j'ai soutenu que, au cours de son évolution, le débat post-2016 a mis en évidence le caractère de classe des politiques identitaires, qu'elles soient inspirées par l'antiracisme ou d'autres idéologies⁸. Un tel diagnostic aurait pu être le résultat salutaire de cette controverse. Dans ce genre de débat, il est toujours sain que le brouillard de l'idéologie se dissipe et que les enjeux matériels impliqués soient clairement perçus par tous. Cependant, de nombreuses personnes qui ont suivi ces débats ou y ont même participé n'ont pas fait le rapprochement, tiré cette conclusion ou reconnu ses implications. L'une des raisons de cette incapacité a été résumée de façon lapidaire par Upton Sinclair dans

⁵ Cette expression polémique vise les démocrates les plus modérés, bien que les grandes entreprises cotées à la Bourse (Wall Street) financent autant les démocrates que les républicains. Il ne faut pas oublier que l'auteur a soutenu activement la campagne du sénateur démocrate Bernie Sanders aux primaires (*NdT*).

⁶ Paul Krugman, «Hillary and the Horizontals», *New York Times* (10 juin 2016) et Frances Stewart, «Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict», novembre 2009, <https://www.bradford.ac.uk/socialsciences/media/socialsciences/BDLStewart.pdf>.

⁷ Touré F. Reed, «Between Obama and Coates», *Catalyst* n° 1 (hiver 2018), <https://catalyst-journal.com/vol1/no4/between-obama-and-coates>.

⁸ Adolph Reed, Jr : «Black Politics After 2016», *nonsite.org*, 11 février 2018, <https://nonsite.org/article/black-politics-after-2016> ; «Antiracism: A Neoliberal Alternative to a Left» *Dialectical Anthropology* n° 42 (2018), traduit en français : «Antiracisme : la gauche défend des solutions néolibérales (2018) <https://nfnf.eu/spip.php?article764> ; et «The Trouble with Uplift», *The Baffler* n° 41 (septembre 2018), <https://thebaffler.com/salvos/the-trouble-with-uplift-reed>.

l'une de ses boutades : «*Il est difficile de faire comprendre quelque chose à un individu dont le salaire dépend de son incompréhension.*»

S'il réussit, un programme axé sur la lutte contre l'«*inégalité horizontale*» profitera de façon disproportionnée aux personnes de statut supérieur⁹, déjà bien nanties ; de plus, défendre l'idée que la seule inégalité significative concerne les disparités entre les groupes permet de construire une carrière dans l'université, les grandes entreprises, les organisations à but non lucratif et le petit monde des commentateurs indépendants. Par conséquent, il est inutile d'essayer de communiquer avec celles et ceux dont la résistance découle d'un tel investissement matériel ; quel que soit leur contenu spécifique, leurs réponses à la critique de classe se résument toujours à la réplique de Turkle à McMurphy dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou* – «C'est mon putain de *travail* !».

La myopie face au caractère de classe toujours plus apparent de l'identitarisme repose également sur une pensée idéologique naïve et paresseuse. La plupart d'entre nous pensent, de façon plus ou moins vague et fruste, que la sinistre histoire passée a été marquée par des pratiques ouvertement racistes comme l'esclavage et la ségrégation raciale obligatoire, le génocide contre les Amérindiens, l'exclusion des Chinois*, les hiérarchies de genre imposées, etc. Au lieu d'examiner les sources spécifiques de l'inégalité aujourd'hui, l'idéologie antiraciste puise dans des analogies superficielles avec ces périodes historiques antérieures où l'exclusion et la discrimination raciales bloquaient directement la position sociale et le bien-être des Noirs américains et des autres non-Blancs. Ainsi, par exemple, Michelle Alexander propose que l'incarcération de masse contemporaine soit comprise comme un «nouveau Jim Crow¹⁰» (tout en admettant que l'analogie ne fonctionne pas), et les expressions d'indignation face aux erreurs judiciaires actuelles font généralement référence à des pratiques associées à l'époque de l'esclavage ou de la ségrégation.

A mon avis, de telles affirmations ne doivent pas être prises au pied de la lettre comme des affirmations empiriques car elles sont purement rhétoriques. Aucune personne saine d'esprit ou bien informée ne peut croire que les Noirs américains vivent dans des conditions aussi contraignantes et périlleuses qu'il y a un siècle ou plus. Ces analogies et ces allusions comportent une préface silencieuse : «*(Cet incident/ce phénomène/ce modèle donne l'impression que) rien n'a changé.*» Pourtant, l'affirmation elle-même suppose que les choses ont changé. Cette accusation sert essentiellement à dénoncer des conditions ou des incidents répréhensibles dans le présent en les présentant comme ataviques ; et à convaincre autrui de les considérer comme tels. Tenter de mobiliser l'indignation contre une action ou une expression en l'associant à des points de vue ou des pratiques discrédités ou vilipendés est une manœuvre courante de la rhétorique politique incitative, plus ou moins efficace si l'on appelle à un rassemblement ou l'on rédige un tract. Mais cette politique antiraciste est inefficace, voire destructrice, lorsqu'elle se substitue à une interprétation scientifique ou à une analyse politique stratégique¹¹.

Les controverses politiques actuelles à La Nouvelle-Orléans fournissent un cadre de référence approprié pour démontrer les limites de l'antiracisme, et son caractère de classe sur le plan politique. La critique antiraciste a échoué lamentablement, après l'ouragan Katrina de

⁹ Comme Walter Benn Michaels et moi-même l'avons fait remarquer inlassablement au cours de la dernière décennie, si l'on applique une norme de justice fondée sur l'élimination des disparités entre les groupes, une société pourrait être jugée juste si 1 % de la population contrôlait 90 % des ressources, tant que ce 1 % comprendrait des Noirs, des Hispaniques, des femmes, des lesbiennes et des gays, etc. en proportion approximative de leur représentation dans la population générale.

¹⁰ Michelle Alexander, *The New Jim Crow : Mass Incarceration in the Age of Colorblindness* (New Press, 2012).

¹¹ Adolph Reed, Jr, «Antiracisme : la gauche défend des solutions néolibérales» (2018) <https://nnpf.eu/spip.php?article764>.

2005, à mobiliser une opposition significative contre l'élimination des logements publics des locataires à bas revenus ou contre la destruction continue des écoles publiques. Dans cette ville, au nom béni de la représentation raciale, les administrateurs, fonctionnaires, entrepreneurs et investisseurs noirs jouissent des opportunités économiques offertes par la privatisation et la destruction de ces institutions. Dans un tel contexte, ceux qui ont opposé une «*communauté noire*» abstraite à un «*racisme*» tout aussi abstrait n'ont pas réussi à fournir de réponses convaincantes face à ceux qui soulignaient les prétendus vices de l'*underclass* des travailleurs pauvres et des exclus, stigmatisaient le logement public comme un incubateur de marginaux, ou expliquaient les échecs du système scolaire en avançant des hypothèses culturalistes¹².

Le débat sur le déplacement des habitants pour accélérer la rénovation urbaine, y compris la prolifération de l'industrie Airbnb, nous offre un autre exemple puissant dans cette ville comme ailleurs. En optant pour le langage de la *gentrification*, et souvent sans en avoir l'intention, les opposants au déplacement des habitants obscurcissent une dynamique qui est pourtant simple et sans ambiguïté : l'administration locale soutient des promoteurs privés qui, au nom du «réaménagement», cherchent à augmenter les loyers. Ceux qui se focalisent sur les implications culturelles de ces projets immobiliers oublient de critiquer les autorités publiques qui organisent une redistribution vers le haut et plongent dans la détresse des résidents relativement vulnérables. La discussion sur la gentrification [ou la «boboïsation»] glisse vers la dénonciation de «privilèges» et du manque de reconnaissance ou de respect des habitants ; malgré l'indignation morale qui accompagne ce discours, cette position conduit à accepter comme allant de soi la logique de la rénovation urbaine qui augmente les loyers ; et à exiger que les nouveaux arrivants reconnaissent et honorent l'*habitus* et les pratiques autochtones et que la «communauté» soit impliquée dans les processus de «renouvellement urbain».

Le même discours racial ou culturel a façonné inutilement l'opposition à la privatisation¹³ de l'enseignement public parce qu'il s'est concentré sur la dimension raciale du processus. Les troupes de choc de Teach For America (TFA)* collaborent avec de grandes entreprises pour privatiser les écoles publiques. Peu importe que les missionnaires de TFA soient principalement blancs et peu familiers avec la culture autochtone, ou même que nombre d'entre eux se comportent comme des touristes qui choisissent des activités extrascolaires pour étoffer leurs dossiers d'études supérieures et professionnelles. Ces pratiques détestables ne sont qu'un aspect négatif secondaire au sein d'une guerre beaucoup plus large contre les biens publics et contre l'idée de solidarité sociale, dans le droit fil de la marchandisation de tous les besoins humains.

Le discours identitaire culturaliste ouvre également des possibilités de créer de petites entreprises, ou des entreprises pas si petites que cela, en invoquant le respect ou la reconnaissance de la communauté, tout en respectant la logique néolibérale. Le réductionnisme racial permet un tour de passe-passe : les avantages accordés aux individus peuvent apparaître comme des victoires pour toute la population ou la communauté raciale concernée. Plus une notion groupale de l'équité ou de la justice est profondément ancrée dans le sens commun, plus ce tour de passe-passe fonctionne facilement sous des étiquettes telles que la

¹² Adolph Reed, Jr : «The Black-Labor-Left Alliance in the Neoliberal Age», *New Labor Forum* volume 25, n° 2 (printemps 2016), pp. 28-34 et «The Post-1965 Trajectory of Race, Class, and Urban Politics in the U.S. Reconsidered», *Labor Studies Journal*, volume 41, n° 3 (septembre 2016), pp. 260-291.

¹³ Il s'agit des «écoles sous mandat» : «On appelle charter schools les écoles publiques confiées à des entreprises privées spécialisées dans l'éducation qui ont mandat (charter) pour rétablir des conditions optimales d'enseignement et de gestion. Ces écoles bénéficient d'une large autonomie tout en étant financées par des fonds publics. Elles proposent des programmes spéciaux et recrutent sur un système de loterie. Les parents déposent des dossiers et sont ensuite tirés au sort. On en compte environ 5 000 aux Etats-Unis soit environ 2 % du total.» (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire>)

«responsabilisation de la communauté», la «voix», les «opportunités» ou la «représentation» pour propulser et légitimer l'accumulation par la dépossession¹⁴.

Cela nous ramène à la maxime de Sinclair, qui sous-tend les politiques antiracistes et d'autres expressions de l'identitarisme hostiles à la solidarité de classe. Pourtant, même l'intérêt personnel le plus grossier a besoin d'être légitimé par la mystification idéologique. Et la race/le racisme – le premier terme est inconcevable sans le second – a toujours fonctionné exactement de cette manière ; désormais, dans le sillage des victoires des années 1960, ce binôme peut fonctionner au bénéfice – ou au détriment – des non-Blancs. Selon l'idéologie raciale, qui n'est pas et n'a jamais été incompatible avec le capitalisme, il existe des différences de niveau ontologique entre les populations humaines réparties en groupes raciaux. Tout comme les suprémacistes blancs du XIX^e et du début du XX^e siècle ont insisté sur le fait que des différences fondamentales empêchent les alliances politiques fondées sur des conditions matérielles communes, les antiracistes considèrent que l'engagement transhistorique – et donc primordial – des Blancs envers la suprématie raciale va dans le même sens.

C'est la base la plus insidieuse de l'impulsion visant à défendre la primauté de la race dans la politique contemporaine par le biais d'allusions au passé. Comme toutes les formes de réductionnisme racial, elle masque un programme de classe. Cette réalité sous-jacente permet de comprendre deux phénomènes :

- la politique égalitaire se fixe désormais pour objectif primordial, voire exclusif, de remettre en cause les disparités, ce qui est tout à fait cohérent avec le régime d'intensification des inégalités économiques du néolibéralisme – et cela ne choque nullement les antiracistes ;

- l'alliance de facto des antiracistes avec les entreprises et les démocrates de Wall Street contre la gauche conventionnelle s'est mise en place de façon automatique et sans rencontrer de problème.

Comme j'avais initialement l'intention de le faire au début de cette réflexion, je conclurai donc en proposant six postulats sur l'histoire politique des Noirs américains. Mon objectif est de contrer les mystifications idéalistes qui postulent un racisme blanc primordial, ou une suprématie blanche transhistorique et réifiée qui serait capable de convaincre les gens que «les vies noires comptent moins que les autres», comme l'ont écrit Nihkil Singh et Joshua Clover dans un billet¹⁵ publié sur le site des éditions Verso. Voici ces postulats :

1. L'esclavage a été fondamentalement un rapport de travail, et non un système extrême de relations raciales. Pour paraphraser Barbara et Karen Fields¹⁶, son objectif était de produire du coton, du sucre, du tabac et du riz, pas la suprématie blanche. Il a séduit la classe des planteurs parce qu'il garantissait une force de travail ne disposant d'aucun droit ni recours, mais pas parce que cette classe était uniquement composée de sadiques impénitents. Comme l'explique, de façon succincte, un propriétaire d'esclaves cité par l'historien Kenneth Stampp: «*Dans quel but le maître retient-il le serviteur ? N'est-ce pas afin que, grâce à son travail, le maître puisse accumuler des richesses ?*»¹⁷ Si l'on définit l'esclavage comme reposant essentiellement sur l'institutionnalisation de la brutalité, cela risque d'avoir une implication pour le moins ironique : sans les excès de la brutalisation, l'esclavage pourrait ne pas être répréhensible.

2. Le régime ségrégationniste était un ordre social historiquement spécifique fondé sur la privation du droit de vote de la grande majorité des Noirs américains et d'un pourcentage

¹⁴ Reed, Jr., «Black Politics After 2016», *op. cit.*

¹⁵ <https://www.versobooks.com/blogs/4079-the-blindspot-revisited>.

¹⁶ Cf. Barbara et Karen Fields, *Racecraft ou l'esprit de l'inégalité aux Etats-Unis*, Agone, 2021 (NdT).

¹⁷ Kenneth Stampp, *The Peculiar Institution : Slavery in the Ante-bellum South* (Random House, 1956), p. 5.

important de Blancs. Ce régime a été imposé par les élites du Sud après la défaite de l'insurrection populiste* interracial à la fin du XIX^e siècle. Il reposait sur un système étendu et légalement codifié de subordination raciale. Cet ordre n'a pu être pleinement consolidé avant la Première Guerre mondiale, et ses fondements institutionnels ont été liquidés à la fin des années 1960. En d'autres termes, ce régime a prévalu pendant environ soixante ans, selon les endroits.

3. Il n'existe pas de «*lutte pour la libération des Noirs*» ou de «*mouvement pour la liberté des Noirs*» unique et transhistorique, et il n'y en a jamais eu. Les Noirs américains se sont engagés dans de nombreuses formes différentes d'expression politique, dans de nombreux domaines différents, autour de nombreuses questions différentes, qu'elles soient considérées comme raciales ou non. Ils ont lutté dans des formations fondées sur la solidarité raciale et en étroite collaboration avec d'autres organisations, dans des alliances fondées sur la classe ouvrière et dans des alliances interclassistes. Comme Cedric Johnson l'a solidement établi, il ne faut pas confondre deux phénomènes : la «*politique noire*», c'est-à-dire celle d'un groupe ethnique pluraliste qui a été définie principalement depuis les années 1960 ; et la «*vie politique noire américaine*», c'est-à-dire les expressions politiques variées et pragmatiques des Noirs américains depuis l'émancipation. Or, les universitaires contemporains renvoient de manière anachronique la première à la seconde. La différenciation politique a été aussi courante chez les Noirs américains que dans toutes les autres composantes de la population nord-américaine. En outre, les questions portant spécifiquement sur la race ou les disparités raciales n'ont jamais épuisé, ni défini exclusivement, les préoccupations politiques exprimées par les Noirs américains.

4. En corollaire du point 3, il faut distinguer deux questions : d'un côté, les problèmes qui furent à l'origine de la mobilisation de masse contre la ségrégation, durant l'après-guerre, dans le Sud; et, de l'autre, la politique urbaine des groupes d'intérêt noirs qui ont émergé dans le Nord et l'Ouest, ainsi que dans les grandes villes du Sud. Les regrouper sous un concept général tel que le «*long mouvement pour les droits civiques*» ne nous aide à comprendre ni les caractéristiques spécifiques de l'un et de l'autre, ni, plus important encore, les trajectoires distinctes que chacun a mises en mouvement.

5. Le *Black Power* n'était pas un mouvement insurrectionnel révolutionnaire de masse, mais une expression militante du pluralisme ethnique. Des radicaux de toutes sortes – y compris des nationalistes qui prônaient une idéologie raciale – occupaient ses franges, mais les forces motrices et dirigeantes de la politique du *Black Power* ont toujours reposé sur les éléments qui s'affirmaient au sein de la nouvelle classe politique et managéro-professionnelle noire. Cette nouvelle classe a émergé grâce à plusieurs facteurs : les opportunités structurelles ouvertes par les victoires du mouvement des droits civiques ; la dynamique de la transition démographique urbaine et l'incorporation des Noirs dans les administrations municipales, étatiques et fédérales ; la guerre contre la pauvreté, les villes modèles* et les programmes sociaux financés par des fondations privées. Les groupes dits révolutionnaires, tels que le Black Panther Party (BPP)¹⁸,

¹⁸ Sur les Panthères noires, on pourra lire ces articles et comptes rendus de livres écrits par des militants du BPP: «Sur l'histoire des Panthères noires : introduction» <http://nfnf.eu/spip.php?article479&lang=fr> ; «Résumé critique d'une conférence de David Hilliard» <http://nfnf.eu/spip.php?article482&lang=fr> ; Sur Paul Alkebulan, «*Survival pending revolution, The history of the Black Panther Party*» <http://nfnf.eu/spip.php?article480&lang=fr> ; «A propos de *Will you die with me?* de Flores Alexander Forbes», <http://nfnf.eu/spip.php?article487&lang=fr> ; Sur «Elaine Brown, «*A taste of power. A black woman's story*» ; «Sur le livre d'Evans D. Hopkins, *Life after life. A story of rage and redemption*»,

la League of Revolutionary Black Workers¹⁹ et d'autres ayant moins de cachet au sein de la gauche, ne constituaient pas des solutions alternatives sérieuses. Elles n'ont certainement pas représenté les «*routes tragiquement non empruntées*», selon les fantasmes romantiques apparus après la Nouvelle Gauche. General Baker²⁰, militant de longue date de l'UAW (syndicat des travailleurs de l'automobile) et cofondateur du Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM²¹) et de la League of Revolutionary Black Workers, a clairement indiqué que ces tendances étaient entièrement spécifiques à Détroit et à la centralité du syndicat dans la politique locale du Parti démocrate. Le BPP a été fondé en 1966 et, à la fin de la décennie, il était déjà en déroute, surtout en dehors d'Oakland, en raison de la répression policière, certes, mais aussi de son incohérence politique.

6. Ni Malcolm X, ni Frantz Fanon, ni C.L.R. James²², ni Stuart Hall²³ ne peuvent nous dire quoi que ce soit de stratégiquement utile sur la situation politique des Noirs américains. Les appels à leur sagesse putative proviennent de l'attachement romantique des universitaires de gauche et de leurs sympathies pour le réductionnisme racial. Malcolm a été tué avant que presque tous les grands événements qui définissent les «années 1960» n'aient eu lieu. Fanon est mort plusieurs années avant Malcolm et, dans tous les cas, son centre d'intérêt était toujours ailleurs ; il n'a accordé aux États-Unis que l'attention la plus générale et la plus superficielle. Le séjour de C.L.R. James aux États-Unis fut l'équivalent politique d'un visa touristique²⁴. Il n'était pas impliqué dans la politique noire américaine et ne comprenait ses dynamiques internes et externes que de manière abstraite et formaliste. Il en va de même pour Stuart Hall. L'attachement à des personnalités comme Malcolm, Fanon, James et Hall est plus totémique que productif sur le plan intellectuel ou politique. Embrasser l'autorité culturelle supposée de ces figures a aussi un aspect plus pernicieux: les écrits de chacun d'entre eux sont lus comme proposant des idées trans-contextuelles sur la «race». Et ces idées sont nécessairement celles du réductionnisme racial.

Adolph Reed Jr., 8 janvier 2019

<http://nfnf.eu/spip.php?article488&lang=fr> ; «Histoire des Panthères noires. Sur les “programmes de survie” du BPP» <http://nfnf.eu/spip.php?article489> ; «Chronologie (provisoire) du Black Panther Party» <http://nfnf.eu/spip.php?article491> (NdT).

¹⁹ Cf. «A propos d'un livre sur l'histoire de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2422> (NdT).

²⁰ On trouvera plusieurs interviews de General Baker sur le Net comme ici : <https://vimeo.com/96524981> ou ici : <https://www.rankandfile.ca/weekend-video-remembering-general-baker/> (NdT).

²¹ Cf. les trois textes de et sur ce groupe publiés dans *Les Temps modernes* reproduits ici : <http://mondialisme.org/spip.php?article2373> (NdT).

²² Cf. C.L.R. James, *Sur la question noire aux Etats-Unis*, Syllepse, 2012 (NdT).

²³ Cf. Stuart Hall, *Populisme autoritaire. Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thachérisme et du blairisme* (Éditions Amsterdam, 2008); et du même auteur : *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, 2 volumes, Éditions Amsterdam, 2017 (NdT).

²⁴ Quoique l'on pense de ses analyses politiques sur la «question noire», C.L.R. James a toute de même milité dans des groupes trotskystes et marxistes américains de 1938 à 1953, moment où il a été expulsé des États-Unis. Ces quinze années excèdent légèrement la durée normale du séjour d'un simple touriste ! (NdT).

GLOSSAIRE (établi par le traducteur)

Classe managéro-professionnelle: inventé par John et Barbara Ehrenreich dans les années 1970, ce concept sociologique est aujourd'hui utilisé à des fins polémiques aux Etats-Unis, la droite y voyant ce que les réacs (et certains gens de gauche ou d'extrême gauche) appellent en France les «bobos» ou la «gauche caviar». Face à la radicalisation des étudiants et des mouvements sociaux des années 1960 et 1970, nos deux sociologues américains ont voulu cerner les origines et les fonctions de cette classe, composée d'individus ayant des diplômes universitaires, qu'il s'agisse de petits-bourgeois salariés ou de professions libérales aux idées souvent progressistes entre les années 1890-1920 (celles de la *Progressive Era*) aux années 1960 (Nouvelle Gauche) : journalistes, enseignants, médecins, avocats, artistes, éditeurs, écrivains, photographes, travailleurs sociaux, infirmières, psychologues, architectes, etc. soit jusqu'à 36% de la population active en 2006, d'après B. et J. Ehrenreich. Selon ces deux sociologues, cette classe serait en train de mourir, ses couches inférieures tombant dans la précarité (les «intellos précaires»), et ses couches supérieures étant intégrées dans la classe capitaliste grâce à la distribution généreuse d'actions dont ils bénéficient. Quant au cœur de cette classe, il serait incapable de se reproduire, vu l'élévation des coûts des formations universitaires et la sous-traitance de toute une partie de ses fonctions dans les pays du Sud. Pour plus de détails cf. «Death of a Yuppie Dream. The Rise and Fall of the Professional-managerial class» et «Background Notes for Death of a Yuppie Dream», disponibles en line et cette interview très vivante de Barbara Ehrenreich sur le site de la revue *Dissent* (*NdT*)

Exclusion des Chinois: en 1882, le Congrès vota le «Décret sur l'exclusion des Chinois» ratifié par le président Chester A. Arthur qui interdit toute immigration de travailleurs chinois pendant dix ans, mesure qui fut prolongée encore dix ans. Ce décret fut pris au nom de la défense de la «pureté de la race» blanche et permit de légitimer les discours xénophobes qui rendaient les Chinois responsables du chômage et de tous les maux économiques. Un nouveau décret fut pris en 1923 qui sévit jusqu'en 1943, date à laquelle tous les décrets et lois antichinois furent supprimés, face à la propagande japonaise qui dénonçait le racisme anti-Asiatiques des Etats-Unis et surtout face aux besoins de chair à canon puisque l'armée mobilisa 20 % des Chinois vivant sur le sol américain. Non seulement les Chinois furent victimes de toutes sortes de discriminations sur le marché du travail pendant plus de soixante ans, mais ils furent l'objet de violences et de meurtres et n'eurent pas le droit d'acquérir la nationalité américaine avant 1943.

Populisme américain : Plusieurs partis et courants populistes ont marqué l'histoire des États-Unis: le *Populist Party* ou *People 's Party*, implanté parmi les paysans et les fermiers, eut quelques représentants et sénateurs (entre 2 et 7% des sièges de ces deux institutions) entre 1890 et 1900. Implanté dans le Sud et l'Ouest du pays, ce parti défendait des revendications favorables aux femmes, tout en comptant dans ses rangs des racistes, des antisémites et des partisans des théories du complot. Les historiens ne sont pas d'accord sur la caractérisation politique de ce parti ; certains le présentent comme une organisation quasi féministe et antiraciste aux tendances sociales, «libérale» donc, d'autres le décrivent comme un parti réactionnaire et antimoderne.

Réductionnisme racial : extrait d'un article d'[Adolph Reed Jr.](#), «Which Side Are You On?», publié sur le site www.commondreams.org, 23/12/2018.

«[...] [Selon certaines théories] en raison du pouvoir écrasant que la suprématie blanche (et les systèmes d'oppression qui l'accompagnent) exerce aux États-Unis, la voie vers le socialisme

devrait avant tout remettre en question ces hiérarchies. Ce point de vue repose sur un récit déterministe qui considère le racisme – l’attachement à la “suprématie blanche, masculine et hétéronormative” – comme le moteur essentiel de l’histoire politique américaine ; d’autre part, cette idéologie affirme, de façon corollaire, que cet attachement à la suprématie blanche aurait jusque-là infecté toutes les initiatives progressistes et continuera à exercer une influence délétère. Par conséquent, aussi incongru que cela puisse paraître au regard du déterminisme qu’implique une telle approche, vaincre le racisme serait un préalable nécessaire à la poursuite de tout programme de gauche plus général. Ce genre de perspective directrice relève d’un réductionnisme racial. [...]»

Teach for America: cette organisation recrute des enseignants qui s'engagent à travailler au moins pendant deux ans dans des quartiers défavorisés, principalement à New York, Los Angeles et Chicago. Aujourd'hui, TFA affirme aider 367 711 élèves dans 2 450 écoles aux Etats-Unis. Grâce aux fonds privés considérables qu'elle récolte et à son aura médiatique TFA a acquis un pouvoir politique important dans les quartiers populaires où elle est présente (généralement à temps partiel dans des écoles publiques ou privées). Elle pratique un lobbying intense dans les structures associatives locales et auprès du ministère de l'Éducation. Les professeurs de TFA, recrutés chez des étudiants en licence ou en maîtrise, sont critiqués pour leur manque de formation pédagogique (5 semaines !), pour le fait qu'ils ne restent pas longtemps enseignants, et parce que, malgré leurs bonnes intentions, ils facilitent la privatisation de l'enseignement public dans les quartiers les plus pauvres en soutenant les «écoles à charte». Pour plus de détails on pourra consulter cet article : <https://rethinkingschools.org/articles/an-open-letter-to-new-teach-for-america-recruits/>

Villes modèles: malgré son titre pompeux, il ne s'agissait pas de construire de nouvelles villes mais de rénover certains quartiers très pauvres et certains centres-villes délabrés dans le cadre du projet de «guerre contre la pauvreté» du président démocrate Lyndon B. Johnson. L'objectif officiel était de coordonner l'action des agences gouvernementales pour s'attaquer aux racines de la pauvreté urbaine. Ce programme fut appliqué entre 1966 et 1974 et permit surtout l'émergence d'une nouvelle génération de leaders noirs locaux. Ces nouveaux dirigeants ont intégré ce que Reed appelle la classe managéro-professionnelle, classe qui joue un rôle de médiateur dans les conflits sociaux et prétend représenter et défendre les intérêts de la «communauté noire» au profit des partis démocrate ou républicain, voire d'associations qui prônent le nationalisme ou le séparatisme culturel comme une solution pour les Afro-Américains.